

leadership beyond finance

Le 5 août 2016

L'Honorable Wayne Easter
Président, Comité permanent des finances de la Chambre des communes

Monsieur Easter,

Le Forum des politiques de Financial Executives International Canada (FEI Canada) répond par les présentes à votre demande de propositions prébudgétaires.

FEI Canada est l'association professionnelle intersectorielle des hauts dirigeants financiers. Forte de ses onze sections et regroupant plus de 1 500 membres au Canada, FEI Canada est la source d'occasions de perfectionnement professionnel, de leadership intellectuel et de défense des intérêts pour ses membres. Font partie de l'association des directeurs financiers, des directeurs de comités d'audit ainsi que des cadres supérieurs œuvrant dans les finances, la vérification, la trésorerie et la fiscalité. Ensemble, ils représentent bon nombre d'entreprises parmi les plus importantes et influentes au Canada.

Nous saluons l'actuel gouvernement pour son leadership dans les questions pointées par FEI Canada dans ses précédents mémoires, notamment pour son investissement dans les infrastructures, son leadership dans la planification de la retraite au moyen d'une [bonification modeste](#) du RPC, et son approche collaborative de consultation des gouvernements provinciaux et territoriaux.

Sommaire

Il n'est guère surprenant que le principal souci de nos membres soit la santé de l'économie canadienne. Si nombre de nos propositions touchent les trois axes d'intérêt du Comité permanent des finances de la Chambre des communes, nous répondons surtout à la deuxième question du Comité :

Quelles interventions fédérales aideraient les entreprises du Canada – dans toutes les régions et tous les secteurs – à atteindre leurs buts en matière d'expansion, d'innovation et de prospérité et à contribuer ainsi à la croissance économique du pays?

Les récents soubresauts de l'économie mondiale soulignent l'importance que le Canada revoie et arrime ses stratégies et politiques nationales visant à améliorer l'innovation, l'exportation, l'infrastructure et le commerce, la durabilité énergétique et environnementale, tout en demeurant prudent d'un point de vue fiscal.

- **Innovation**

Le Canada compte plusieurs éléments d'un écosystème d'innovation sain, y compris une main-d'œuvre hautement qualifiée, des institutions de recherche de renommée mondiale et peu d'obstacles au démarrage d'une entreprise. Malgré ces forces, la sphère de l'innovation au Canada accuse un

leadership beyond finance

retard par rapport aux pays les plus novateurs. Si le gouvernement fédéral a pris d'importants moyens pour y remédier au cours des dernières années, de nombreux programmes tirent dans tous les sens et ne visent pas le développement d'échelle; le financement favorise certes la recherche et le développement, mais il reste encore beaucoup à faire pour accompagner la commercialisation.

- **Exportation, infrastructure et commerce**

L'économie du Canada étant axée sur les exportations, il faut investir dans les infrastructures soutenant notre autonomie et protégeant les liens essentiels à notre capacité d'exporter des produits canadiens. La construction et l'exploitation à long terme d'infrastructures portuaires et de pipelines peuvent engendrer des retombées économiques durables pour tous les Canadiens et des possibilités d'exportation pour tout le Canada. L'Internet haute vitesse est aussi un besoin pour les entreprises des régions éloignées et rurales.

- **Durabilité énergétique et environnementale**

Ce qui est le plus efficace pour stimuler l'économie, protéger l'environnement et répondre aux besoins régionaux prioritaires sont les critères qui devraient définir les priorités d'infrastructure. L'investissement dans les infrastructures d'énergie renouvelable répondrait à des besoins énergétiques à long terme du Canada, tout en diversifiant l'économie et en favorisant le développement de nouvelles technologies et de produits à valeur ajoutée. L'infrastructure des pipelines est aussi nécessaire pour acheminer le pétrole aux clients canadiens, ce qui sert de stimulant économique.

- **Favoriser un climat commercial concurrentiel**

Si nous convenons que des dépenses judicieuses dans les infrastructures qui stimulent l'emploi devraient être faites maintenant, même si elles entraînent temporairement un déficit du gouvernement fédéral, nous estimons néanmoins important de jeter les bases du retour à l'équilibre budgétaire. Le Canada a eu la chance d'avoir une économie en ordre à la dernière récession, et FEI Canada recommande que le gouvernement indique comment et quand il se lancera dans le « chemin vers l'équilibre budgétaire ».

Il y a plusieurs moyens d'aider les entreprises en réduisant la paperasse, par exemple en simplifiant la *Loi de l'impôt sur le revenu* pour réduire le fardeau administratif du gouvernement et des contribuables. Les coûts seraient réduits en permettant de consolider les déclarations de revenus; le gouvernement pourrait permettre aux entreprises de transférer les pertes autres qu'en capital à des sociétés sous une même compétence provinciale, ou choisir d'inclure les pertes en capital dans le compte des dépenses en capital admissibles. Aux fins de la TPS, les entreprises devraient pouvoir demander des crédits d'impôt pour une société apparentée, suivant l'actuel principe de transfert du crédit pour la TPS entre contribuables.

leadership beyond finance

FEI Canada recommande que le gouvernement fédéral fasse ce qui suit :

- Qu'il augmente l'aide à l'innovation, en misant sur la commercialisation, et qu'il permette aux entreprises d'émettre des actions accréditives.
- Qu'il augmente la collaboration avec les secteurs d'activité, les entreprises en démarrage, les ordres de gouvernement et le milieu universitaire, ce qui encouragerait les entreprises en démarrage à commercialiser et à demeurer au Canada.
- Qu'il investisse dans les pipelines et les réseaux ferroviaire et routier dans le cadre de ses dépenses d'infrastructure, afin d'améliorer la capacité d'exportation du Canada (à l'aide du modèle PPP, le cas échéant).
- Qu'il assure la transparence et la prévisibilité dans tous les aspects fiscaux, en annonçant :
 - la mécanique de mise en œuvre des investissements dans les infrastructures;
 - le détail de l'expansion du RPC, y compris les estimations de coûts et de financement, et l'échéancier de réalisation;
 - le modus operandi et le calendrier de retour à l'équilibre budgétaire fédéral.
- Qu'il continue à soutenir l'élimination des barrières interprovinciales gênant la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée entre les provinces.

FEI Canada se réjouit de déposer ce mémoire et accueille l'occasion de discuter davantage de toute question concernant le travail du Comité permanent des finances de la Chambre des communes.

Sincères salutations,



Norm Ferguson, CPA, CMA

Président, Forum sur les
politiques de FEI et directeur
général, Ogilvie LLP



Michael Conway, FCPA, FCA, ICD.D

Président et chef de la direction,
FEI Canada

Le présent mémoire comprend des commentaires et des recommandations complémentaires et étoffés pour votre examen.

Innovation

FEI Canada reconnaît le rôle important que le gouvernement peut jouer comme vecteur de collaboration dans l'élaboration d'une vision avec les dirigeants d'entreprise du Canada, et en créant les conditions propices à l'épanouissement de nos futurs innovateurs, entrepreneurs et dirigeants.

Qu'on l'observe au travers du développement de produits et services de pointe ou par le réoutillage ingénieux des stratégies de coûts organisationnels et de coûts d'exploitation internes des entreprises, l'innovation impulse la compétitivité et instaure un climat de créativité en milieu de travail. Or ce climat est essentiel à la réussite d'une entreprise.

Outre les éléments d'intérêt soulignés dans le programme d'innovation du ministre Bains¹, nous convenons que l'innovation est nécessaire pour exploiter au maximum les forces du Canada dans des secteurs tels que :

- Ressources naturelles – Le Canada devrait s'enorgueillir du développement responsable des ressources naturelles, y compris le pétrole et le gaz, la foresterie et l'hydroélectricité.
- Agriculture et foresterie – Le Canada devrait tabler sur sa position de leader alors que la demande en nourriture et en fibres continue de progresser dans le monde.
- Sciences de la santé et biotechnologie – Le Canada a des bases solides dans ces secteurs où la demande augmentera avec le vieillissement de la population.

Nous devons étudier les barrières réglementaires à l'innovation au Canada et nous assurer que la réglementation favorise la proposition d'idées nouvelles et réalistes d'un point de vue économique. Le gouvernement devrait bonifier le financement de projets d'innovation porteurs pour la croissance et l'emploi, y compris ceux qui contribuent au progrès de technologies pour contrer le changement climatique.

Même si le Canada est l'un des pays les plus généreux en termes d'incitatifs fiscaux indirects à l'innovation, il ne s'agit pas d'un fait d'armes en soi dans le marché en effervescence et mondial tel qu'il est aujourd'hui si le Canada ne se taille pas une place parmi les chefs de file mondiaux. Selon un [indice mondial de la compétitivité](#) [EN ANGLAIS SEULEMENT] de 2015-2016 du Forum économique mondial, même si le Canada occupe le 13^e rang mondial, après un gain de deux rangs, il est toujours très en retard sur les États-Unis (au 3^e rang).

¹ http://nouvelles.gc.ca/web/article-fr.do?nid=1084439&_ga=1.41237474.1574759813.1443031758

leadership beyond finance

Une étude de la division de recherche de FEI Canada, la Canadian Financial Executives Research Foundation (CFERF), intitulée [The Funding of Innovation in Canada](#) [EN ANGLAIS SEULEMENT], souligne des difficultés dans les sphères suivantes :

1. Le processus pour obtenir un financement direct ou indirect des gouvernements et des banques est long et chronophage. Il n'est pas facile de passer au deuxième stade de la recherche et à la commercialisation complète. Les fonds sont par ailleurs trop répartis entre les différents projets admissibles, au lieu d'être centrés sur les projets plus prometteurs.
2. Quand le besoin de financement supplémentaire pour les stades suivant le démarrage se présente, de nombreuses entreprises en démarrage sont souvent acquises par des entreprises américaines ou étrangères, qui achètent ainsi nos joyaux technologiques et d'autres entreprises florissantes qui ont amplement fait leurs preuves. Or pour notre pays, le passage d'entreprises en démarrage florissantes et de sociétés novatrices à des intérêts étrangers est un important exode des cerveaux. Mais le Canada a besoin de ces gens pour qu'ils puissent développer des produits et des solutions qui gardent nos entreprises concurrentielles, novatrices et en position de croissance.

Nous recommandons ainsi que les entreprises aient le droit d'émettre des actions accréditives pour financer le développement et d'autres dépenses commerciales.

En somme, le CFERF a constaté que les fonds nécessaires aux entreprises en démarrage sont disponibles, que les programmes de financement suscitent l'innovation et que des entités canadiennes depuis longtemps établies sont stimulées. La difficulté est plutôt celle-ci : élaborer des stratégies efficaces pour accéder au financement.

Les entreprises qui envisagent le deuxième stade de développement et qui visent la viabilité commerciale et le marché des exportations devraient travailler avec EDC/BDC pour créer des leviers vers leur pleine commercialisation. Voilà comment tirer le meilleur parti du financement de l'État, les gouvernements devenant alors des partenaires à chacune des étapes.

Nous sommes d'avis que les entreprises en démarrage au Canada devraient continuer de recevoir le soutien de pôles d'innovation comme les Centres d'excellence de l'Ontario, MaRS, Communitel, Growlabs, Wave Front, etc.

FEI Canada encourage le gouvernement à se pencher sur le financement actuel de l'innovation (en insistant sur la commercialisation) dans le cadre des travaux du Conseil consultatif en matière de croissance économique récemment nommé par le ministre des Finances, Bill Morneau.

leadership beyond finance

Exportation, infrastructure et commerce

Les exportations représentent 31,5 % de la production économique totale du Canada², et le commerce représente plus de la moitié du PIB du Canada. Environ le cinquième des emplois au Canada sont associés à l'exportation. Nous encourageons le gouvernement à adopter une vision audacieuse, une qui traduira son leadership dans l'amélioration des infrastructures qui augmentent et bonifient l'accès aux marchés d'exportation.

L'économie du Canada étant axée sur les exportations, il faut investir dans les infrastructures soutenant notre autonomie et protégeant les liens essentiels à notre capacité d'exporter des produits canadiens. La construction et l'exploitation à long terme d'infrastructures portuaires et de pipelines peuvent engendrer des retombées économiques durables pour tous les Canadiens et des possibilités d'exportation pour tout le Canada. L'Internet haute vitesse est aussi un besoin pour les entreprises des régions éloignées et rurales.

En collaboration avec les provinces, le gouvernement fédéral est le plus à même de cibler ces importants projets d'infrastructure qui amélioreront la vie des Canadiens.

Des réseaux routiers aux voies navigables dans le Nord, les investissements dans l'infrastructure stratégique jumelés à des politiques environnementales viables peuvent favoriser la création d'emplois et la croissance économique. La revitalisation de nos villes et de nos collectivités passe par des centres de soins de santé améliorés (p. ex. centres de soins de longue durée ou logements encadrés), des réseaux de transport bonifiés, des systèmes de transport public efficaces et efficaces et l'élargissement de notre infrastructure de télécommunications, y compris un meilleur accès à l'Internet à large bande dans les régions rurales. Un modèle d'investissement stratégique dans les infrastructures peut renforcer les collectivités en y augmentant la qualité de vie et en créant des conditions socioéconomiques propices à l'épanouissement de collectivités plus sûres. Et une économie solide égale des collectivités plus fortes.

Les gouvernements devraient continuer de soutenir l'élimination des barrières interprovinciales qui freine la mobilité de la main-d'œuvre qualifiée entre les provinces, ce qui aiderait le gouvernement fédéral dans son effort de fournir des occasions d'emploi au Canada. Nous recommandons au gouvernement de continuer d'explorer les possibilités, d'exercer son leadership et de forger une vision permettant de renforcer la collaboration entre les administrations publiques, le milieu des affaires et les secteurs de l'économie, en vue d'améliorer l'accès au marché pour toutes les exportations canadiennes – matières premières, services et produits manufacturés – et d'augmenter la stabilité économique de notre pays.

² Banque mondiale – Exportations de biens et de services (% du PIB).
<http://data.worldbank.org/indicator/NE.EXP.GNFS.ZS/countries?display=default>

leadership beyond finance

Durabilité énergétique et environnementale

Ce qui est le plus efficace pour stimuler l'économie, protéger l'environnement et répondre aux besoins régionaux prioritaires sont les critères qui devraient définir les priorités d'infrastructure. Par exemple, l'investissement dans les infrastructures d'énergie renouvelable aiderait à répondre aux besoins énergétiques à long terme du Canada, tout en diversifiant l'économie et en favorisant le développement de nouvelles technologies et de produits à valeur ajoutée. Il faudrait miser sur une approche concertée et intégrée pour stimuler le développement énergétique, les technologies émergentes et durables, et les sources d'énergie de remplacement comme l'énergie solaire et éolienne, la biomasse, le gaz, l'hydroélectricité, les techniques d'extraction du pétrole ou l'énergie géothermique. Enfin, pour faciliter l'exportation de projets du secteur de l'énergie vers des marchés étrangers, le gouvernement doit faire en sorte que le Canada ait une infrastructure portuaire moderne et des protocoles de prévention des déversements et d'intervention d'urgence de pointe.

FEI Canada est d'avis qu'en temps normal, le gouvernement devrait équilibrer le budget et réduire le ratio dette-PIB sans augmenter les impôts, afin d'être concurrentiel à l'échelle mondiale et d'offrir un environnement propice à l'investissement. FEI Canada estime qu'il faut bien peser cet objectif au regard des pressions économiques qui pèsent sur les recettes de l'État. Comme il l'avait fait après la crise du crédit de 2008, FEI Canada recommande qu'à court terme, le gouvernement s'occupe davantage de maintenir et de renforcer l'économie, et de protéger les emplois. Il demeure parallèlement important à nos yeux de préparer le chemin que le gouvernement empruntera pour renouer avec l'équilibre budgétaire.